

Print

Entretien du Président syrien Bachar al-Assad avec le quotidien suédois Expressen

De [DR Bachar al-Assad](#)

Global Research, avril 19, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/entretien-du-president-syrien-bachar-al-assad-avec-le-quotidien-suedois-expressen/5443912>



[Texte intégral de la 1^{ère} partie]

Le Président syrien, Bachar al-Assad, a accordé une entrevue télévisée au quotidien suédois Expressen. Une première partie a été publiée en anglais et en arabe par l'Agence syrienne Sana ce 17 avril, le tout n'ayant été publié que le lendemain.

Voici la traduction du texte intégral de la première partie à partir de la version anglaise originale. À suivre... [NdT].

Question 1: Monsieur le Président, je tiens à vous exprimer mes plus sincères remerciements et ceux du quotidien *Expressen* pour nous avoir accordé cet entretien. Merci beaucoup. En ce moment même, l'organisation terroriste EIIL, et même Al-Nosra, ont envahi le camp de réfugiés d'Al-Yarmouk, alors qu'Al-Nosra qui contrôlait la frontière syro-jordanienne a pris le contrôle de Idleb. Comment décririez-vous la gravité de la situation actuelle ?

Le Président Al-Assad : Lorsque vous parlez de terrorisme, c'est toujours grave, parce que le terrorisme est toujours dangereux, n'importe quand, n'importe où, et peu importe comment il se manifeste. Il en est toujours ainsi, non seulement pour l'exemple que vous venez de mentionner qui n'est finalement que l'une de ses manifestations. C'est un long processus qui a commencé depuis des années, bien avant la crise en Syrie. Le terrorisme est grave et dangereux car il n'a ni frontières, ni limites. Il pourrait frapper n'importe où. Ce n'est pas un problème local. Ce n'est même pas un problème régional. C'est un problème mondial et c'est pourquoi il est toujours dangereux. Dans notre cas, disons que le danger est pire qu'ailleurs, non seulement à cause de la situation militaire que vous évoquez dans votre question, mais parce que le fait est qu'il bénéficie d'une couverture politique de la part de nombreux pays, de nombreux dirigeants et hauts fonctionnaires, notamment en Occident. Au tout début, nombre de ces responsables n'ont pas vu la réalité de la situation. Et aujourd'hui, cette réalité est devenue encore plus dangereuse, en raison du non respect du droit international et faute d'une organisation internationale efficace qui protégerait un pays contre un autre pays utilisant des terroristes pour le détruire par procuration. C'est ce qui se passe en Syrie. Par conséquent, je vous répondrai par l'affirmative. Oui, la situation est dangereuse mais, en même temps, réversible. Aussi longtemps qu'elle restera réversible, il ne sera pas trop tard pour y remédier. Avec le temps, elle deviendra d'autant plus grave que les terroristes auront endoctriné les cœurs et les esprits.

Question 2 : Sauf qu'ils envahissent davantage de zones en Syrie. L'Armée et les Forces syriennes seraient-elles affaiblies ?

Le Président Al-Assad : C'est là une répercussion naturelle et normale pour n'importe quelle guerre sur n'importe quelle armée, aussi forte et moderne soit-elle. Elle sape et fragilise n'importe quelle société dans tous ses aspects, son économie, son moral, et évidemment son Armée en tant que partie de cette société.

Question 3 : Mais l'Armée est-elle plus faible qu'avant ? Parce que l'année dernière, nous

avons constaté du gagnant-gagnant en votre faveur, du côté de l'Armée. Vous contrôliez davantage de zones du Qalamoun et ailleurs. Et aujourd'hui, par exemple, ils ont pris Idleb.

Le Président Al-Assad : Ceci n'est pas directement lié au fait que l'Armée soit plus ou moins forte ou affaiblie. Comme je viens de le dire : toute guerre sape n'importe quelle armée, c'est le cours normal des événements. Dans notre cas, si vous analysiez la situation sur les quatre dernières années, vous constateriez des hauts et des bas. Parfois vous gagnez, parfois vous perdez, et cela dépend de nombreux critères ou facteurs, certains spécifiquement nationaux d'ordre interne ou militaire, d'autres en relation avec le niveau de soutien dont bénéficient les terroristes. S'agissant du récent exemple d'Idleb, le facteur déterminant a été l'énorme support fourni par la Turquie aussi bien du point de vue logistique que militaire et, bien sûr, le soutien financier fourni par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Question 4 : C'est là une information ou une opinion ?

Le Président Al-Assad : Une information. Ils sont tous apparus comme une seule armée. Dans cette bataille d'Idleb, les terroristes d'Al-Nosra faisant partie d'Al-Qaïda, le gouvernement ou les institutions et les services du renseignement turcs, ont agi comme une seule et même armée. Par conséquent, votre exemple ne dépendait pas de l'affaiblissement de notre Armée, mais du soutien apporté aux terroristes par la Turquie.

Question 5 : Il y a quatre ans, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, avaient leur agenda. Est-ce que cela a changé ? Ont-ils changé cet agenda ?

Le Président Al-Assad : Tout d'abord, ce ne sont pas des pays indépendants, de sorte qu'ils ne peuvent pas avoir leur propre agenda. Ils ont leur propre comportement borné, vindicatif ou haineux, parfois mis à profit pour servir d'autres agendas. Ici, soyons francs, et disons qu'il s'agit plus particulièrement de celui des États-Unis. Nous ne pouvons donc pas dire qu'ils ont leur propre agenda. En revanche, nous pouvons dire qu'ils n'ont pas changé. Ils soutiennent toujours les mêmes terroristes, leur comportement n'étant pas lié à la crise en Syrie. Ils ont soutenu les terroristes en Afghanistan, ils ont soutenu l'idéologie wahhabite et l'extrémisme qui a récemment conduit au terrorisme en Europe. Depuis des décennies, ils soutiennent la même idéologie et les mêmes factions sous différents noms et labels en Syrie. Rien n'a donc changé, car c'est leur comportement naturel.

Question 6 : De quelle idéologie parlez-vous ?

Le Président Al-Assad : De l'idéologie wahhabite qui constitue la base de tout terrorisme dans le monde. Ces dernières décennies, aucune opération terroriste au Moyen-Orient et dans le monde n'a échappé à cette idéologie. Tout terroriste fonde sa doctrine sur l'idéologie wahhabite.

Question 7 : L'idéologie wahhabite est liée au « 11 septembre » ainsi que tous les groupes terroristes. Les États-Unis ne sont-ils pas au courant de ce lien et continuent à soutenir l'Arabie saoudite ?

Le Président Al-Assad : C'est une question très importante puisque dans les années 1980, les États-Unis désignaient ces mêmes groupes d'Al-Qaïda et de Talibans, en Afghanistan, de « Saints combattants » [Holy fighters]. C'est ainsi qu'ils étaient présentés par le Président Bush. Ce n'est qu'après le 11 Septembre 2001 qu'ils les ont qualifiés de terroristes. Le problème avec les États-Unis et, bien sûr avec certains responsables occidentaux, c'est qu'ils pensent pouvoir utiliser le terrorisme comme une carte en poche, une carte politique. En fait, le terrorisme est tel un scorpion ; dès qu'il aura une chance de vous mordre, il le fera. Par conséquent, ils sont au courant, mais n'ont pas mesuré le danger de l'usage du terrorisme comme carte politique.

Question 8 : Monsieur le Président, une délégation officielle syrienne et une partie de l'opposition se sont récemment réunies à Moscou. Cette rencontre a-t-elle débouché sur un quelconque résultat positif ?

Le Président Al-Assad : Oui. Nous pouvons dire oui, parce qu'alors que, comme vous le

savez, elle a été précédée de nombreuses autres rencontres, c'est la première fois que l'on est parvenu à un accord sur certains principes de base pour le futur dialogue inter-syrien. Nous ne les avons pas encore finalisés, le calendrier étant très chargé et faute de temps. Deux jours de dialogue entre les représentants de l'opposition, suivis de deux jours de dialogue avec les représentants du gouvernement, d'où quatre jours qui n'ont pas été suffisants pour finaliser le calendrier. Mais une percée, même partielle, signifie que la prochaine rencontre sera prometteuse quant à un accord complet sur les principes du dialogue en vue d'une solution syrienne au conflit.

Question 9 : Ce que vous dites, Monsieur le Président, est très important étant donné que l'Envoyé spécial des Nations Unies, M. Staffan de Mistura, est en train de planifier une série de consultations qui devraient débiter en mai, ou en Juin, pour tenter de trouver un terrain d'entente entre les principaux États ayant un intérêt dans le conflit. Qu'en pensez-vous ?

Le Président Al-Assad : Je suis d'accord avec De Mistura sur ce point, parce qu'il n'est ni logique, ni objectif, de considérer que le conflit est purement interne et entre factions syriennes. En fait, le problème n'est pas très compliqué, mais il l'est devenu en raison de l'intervention extérieure, et tout plan que vous voudriez appliquer dans le but de le résoudre sera voué à l'échec à cause de cette ingérence extérieure. C'est ce qui s'est passé à Alep quand les Turcs ont invité les factions de terroristes, qu'ils soutiennent et dirigent, à refuser de coopérer avec De Mistura. Je pense donc qu'il est parfaitement conscient que s'il n'arrive pas à convaincre ces pays de cesser leur soutien aux terroristes et de laisser les Syriens résoudre leur problème, il ne réussira pas.

Question 10 : Quelle est votre opinion sur les efforts de De Mistura ?

Le Président Al-Assad : Nous avons discuté ensemble de son plan pour Alep, lequel s'est révélé compatible avec nos efforts pour la réconciliation [Mousalaha] dans plusieurs régions syriennes. C'est un domaine où nous avons pu réussir et où nous pouvons mieux faire encore, à partir du moment où les gens reviennent vers la normalité, bénéficient de l'amnistie gouvernementale et déposent leurs armes... Le plan de De Mistura repose donc sur ce même principe de réconciliation. C'est pour cela que nous l'avons soutenu dès le début et que nous continuons à le soutenir.

Question 11 : Monsieur le Président, la Suède est le seul pays d'Europe qui accorde un droit de séjour permanent aux personnes qui fuient la guerre en Syrie. Qu'est-ce que cela signifie pour vous, et comment voyez-vous la politique suédoise ?

Le Président Al-Assad : Sur ce sujet ou en général ?

Question 12 : Sur ce sujet précis.

Le Président Al-Assad : Je pense que la position de la Suède face à plusieurs conflits dont le conflit syrien, est appréciée partout dans le monde, non seulement dans notre pays. Maintenant, c'est une bonne chose d'accorder un refuge à ces personnes qui fuient la guerre, mais si vous demandiez à ces Syriens ce qu'ils souhaitent, ils vous répondront qu'ils veulent qu'on mette fin à cette guerre. C'est leur objectif et c'est par conséquent le nôtre. Comment ? La Suède étant un pays important de l'Union européenne, je pense qu'elle peut jouer un rôle majeur dans la levée des sanctions, car nombre de Syriens qui ont rejoint la Suède ou d'autres pays n'ont pas quitté en raison des seules actions terroristes, mais aussi à cause de l'embargo qui les privent de leurs moyens de subsistance au quotidien. Donc : lever cet embargo qui affecte chaque Syrien et, en même temps interdire à tout pays européen de servir de couverture aux terroristes, qu'ils soient présentés comme une opposition pacifique ou une opposition modérée. Aujourd'hui, il est prouvé et parfaitement clair que cette dite opposition revient au même qu'Al-Nosra, Al-Qaïda ou les Frères Musulmans. Troisièmement, faire pression sur les pays qui soutiennent les terroristes et empêchent la mise en œuvre de tout plan de paix en Syrie -comme dans le cas d'Alep et du plan de De Mistura que vous venez d'évoquer- principalement l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie. Je pense que c'est la meilleure aide humanitaire et politique que la Suède pourrait offrir au peuple syrien.

Question 13 : Embargo, guerre, des millions de déplacés ou de réfugiés qui ont fui le pays. Ceci a été décrit comme la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans ces conditions, quelle est votre part de responsabilité, Monsieur le Président ?

Le Président Al-Assad : Même d'un point de vue humanitaire, je pense que comparer ce qui se passe en Syrie à ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale est une énorme exagération. Pour des raisons politiques, il n'y a pas de comparaison possible. Mais indépendamment de cela, les opérations terroristes font que nous avons des millions de personnes déplacées d'une région à une autre et c'est une énorme charge, dont nous avons assumé la plus grosse part jusqu'ici. Vous entendez beaucoup parler des sommes qu'offriraient les organisations internationales et ceux qui s'autoproclament « Amis de la Syrie » pour soutenir les Syriens. Au cas où la réalité vous intéresse, en 2014, ces pays n'ont contribué qu'à 22% de ce que l'État syrien a assuré en temps de guerre. C'est une énorme différence, le rapport étant de 1/5.

Question 14 : À l'intérieur du pays ?

Le Président Al-Assad : Oui, à l'intérieur de la Syrie. Quant au secteur de la Santé, ce rapport passe à 1/18. Ici aussi, nous portons le plus gros poids. En sachant qu'en plus de tout cela, nous continuons à verser les salaires, à envoyer les vaccins pour enfant, et à fournir les nécessités de base aux hôpitaux, même en zones contrôlées par les terroristes. Donc, nous dirigeons le pays et en assumons la charge.

Question 15 : Selon SAPO, l'Agence du renseignement suédois, il y aurait actuellement beaucoup de djihadistes suédois en Syrie, leur retour en Suède étant considéré comme la plus grande menace nationale. Êtes-vous d'accord ?

Le Président Al-Assad : Comme je l'ai déjà dit, je ne regarde pas le terrorisme sous l'angle national ou régional, mais sous un angle mondial. S'il est vrai que la Suède fait partie de l'Europe ou du groupe des pays scandinaves en Europe, sachez que les plus dangereux des dirigeants de l'EIL qui se trouvent en Syrie, sont scandinaves.

Question 16 : C'est une information ?

Le Président Al-Assad : Oui, c'est une information. C'est ce que nous possédons comme information. Vous ne pouvez pas isoler le groupe des pays scandinaves ou la Suède de l'Europe et, par conséquent, tant que le terrorisme se développe dans différents pays européens, la Suède n'est pas en sécurité. De même, tant que l'arrière-cour de l'Europe -notamment la zone méditerranéenne et l'Afrique du Nord- est plongée dans le chaos grouillant de terroristes, l'Europe n'est pas en sécurité. Oui, je suis donc d'accord avec vous sur le fait que la Suède est face à une menace de première importance, mais vous ne pouvez pas en parler comme d'une menace strictement nationale.

Question 17 : Est-ce que la Suède vous a demandé de lui communiquer vos informations sur ces combattants de l'EIL ou d'autres djihadistes ?

Le Président Al-Assad : Non, il n'y a aucun contact entre nos agences de renseignement.

Question 18 : Monsieur le Président, en Décembre 2010, Taimour Abdulwahab, un terroriste suédois formé en Irak et en Syrie, a mené une attaque suicide à Stockholm. Récemment, le même scénario s'est produit à Paris contre Charlie Hebdo, puis à Copenhague. Pensez-vous que les pays occidentaux devront faire face à un tel scénario dans le futur ?

Le Président Al-Assad : Tout ce qui s'est passé en Europe -je parle des attaques terroristes- nous l'avions appréhendé dès le tout début de la crise. J'avais dit : « La Syrie est une ligne de faille. Si vous jouez avec, les vibrations engendrées par le séisme se propageront dans plusieurs directions dont l'Europe et non seulement dans notre région ». À l'époque, ils ont répondu : « Le Président syrien menace... ». En fait, je ne menaçais pas. Je décrivais ce qui risquait d'arriver. Il ne fallait pas être un génie, car vu l'ensemble des événements que nous

avons vécus à plusieurs reprises, nous avons l'expérience de ce type de terroristes depuis bientôt cinquante ans. Ils n'ont donc pas écouté, mais ils avaient été prévenus. Et ce que nous avons vu en France contre Charlie Hebdo, les attentats suicide récents à Copenhague, les attentats à Londres et en Espagne il y a dix ans, n'est que la pointe de l'iceberg, le terrorisme étant une énorme montagne. Ce ne sont donc pas des événements isolés. Lorsqu'ils se produisent, vous devez savoir que la montagne existe sous la mer et que vous ne la voyez pas. Par conséquent, oui, aussi longtemps que cette montagne est là et que nombre de responsables européens continuent à aduler des pays comme l'Arabie saoudite et le Qatar, juste pour leur argent, et vendent leurs valeurs, permettant à l'obscurantisme de l'idéologie wahhabite d'infiltrer certaines communautés en Europe, nous devons nous attendre à davantage d'attaques de ce genre.

Question 19 : Quel est le moyen le plus efficace pour lutter contre le terrorisme ?

Le Président Al-Assad : Premièrement, le terrorisme ce n'est pas la guerre. C'est avant tout un état d'esprit, une culture à laquelle vous devez faire face. Vous devez composer avec de manière idéologique, notamment par l'éducation et la culture. Deuxièmement, le terrorisme exploite les pauvres. Vous devez donc traiter la pauvreté en portant une attention particulière à la croissance économique et au développement. Troisièmement, vous devez régler la question politique que les terroristes utilisent pour endoctriner les jeunes en prétendant résoudre les problèmes politiques de notre région. Par exemple, la question de la paix est l'une des principales raisons exploitées pour leur recrutement.

Question 20 : Quelle paix ? Vous voulez dire le processus de paix ?

Le Président Al-Assad : Je veux parler de la résolution du problème entre Arabes et Israéliens, parce que c'est l'une des raisons du désespoir de ces jeunes qui veulent mourir pour aller vers le paradis et une vie meilleure. C'est ainsi qu'ils raisonnent et vous devez régler les causes de ce désespoir. Et enfin, un dernier moyen de lutte contre le terrorisme est l'échange d'informations entre les services de renseignement. Pour conclure, vous ne pouvez pas lutter contre le terrorisme par la guerre. La guerre ne peut servir qu'à vous défendre contre le terrorisme armé.

Question 21 : Monsieur le Président, l'EIL a demandé à tous ses partisans à travers le monde de se rendre en Syrie et en Irak pour peupler son soi-disant califat. Comment voyez-vous l'avenir de l'EIL ?

Le Président Al-Assad : Bien que l'EIL ne soit pas un problème spécifiquement syrien et qu'il est présent en Irak, au Liban, en Égypte et dans beaucoup d'autres pays, permettez-moi de parler de la Syrie en premier, car je ne peux pas parler au nom d'autres sociétés de la région. Concernant la Syrie, je pense que l'EIL n'a toujours pas réussi à se construire un milieu réellement incubateur dans notre société. À court terme, il n'a donc pas de futur en Syrie. En revanche, à moyen et long termes, quand il aura endoctriné les cœurs et les esprits, en particulier les jeunes et les enfants, cet espace n'aura qu'un seul avenir ; l'avenir d'Al-Qaïda, de l'EIL, d'Al-Nosra et des Frères Musulmans à la fois. Ce sera votre arrière-cour. Ce sera l'arrière-cour de l'Europe.

Question 22 : À moyen et long termes ? C'est très dangereux.

Le Président Al-Assad : Bien sûr que c'est dangereux, parce que vous pouvez contrôler beaucoup de choses, mais pas une idéologie. Une fois quelle a été instillée, il est très difficile de s'en débarrasser. Et quand elle le sera suffisamment, elle sera le seul avenir de la région.

Question 23 : L'EIL et Al-Nosra sont aidés et bénéficient d'un soutien extérieur, vous avez cité la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite et d'autres qui les couvrent. Mais c'est pareil de votre côté, vous avez le Hezbollah qui se bat pour vous. Avez-vous besoin du Hezbollah ici, en Syrie ?

Le Président Al-Assad : En tant que citoyen suédois, vous n'accepteriez pas que quiconque compare un terroriste tel que Taimour Abdulwahab, par exemple, à votre gouvernement, que

vous soyez d'accord ou pas avec ce dernier. Idem, pour les terroristes ayant attaqué Charlie Hebdo et le gouvernement français. Vous ne l'accepteriez pas. En tant que Syriens, nous non plus, nous n'acceptons pas que l'on compare notre État aux organisations terroristes. Notre mission est d'aider le pays et de défendre ses citoyens, alors qu'il ne me semble pas que ce soit la mission de l'EIL, d'Al-Nosra ou des Frères Musulmans. Dans les faits, leur rôle se résume à tuer des gens et à les terroriser. Vous ne pouvez donc pas comparer. Deuxièmement, en tant que gouvernement, nous avons le droit de demander le soutien de tout État, organisation ou entité, qui nous aiderait dans notre guerre contre le terrorisme. Troisièmement, si vous admettez que le terrorisme n'est pas un strict problème interne, la bonne solution devient la coopération entre les différentes forces de la région. Par exemple, une coopération entre Syriens et Irakiens, au niveau des services du renseignement et des Armées, a existé bien avant l'émergence de l'EIL à Mossoul, l'année dernière. Et cela pour l'unique raison que les Irakiens étaient conscients que le terrorisme en Syrie pourrait s'étendre à l'Irak ; ce qui est arrivé à Mossoul. La même chose avec le Liban ; le Hezbollah étant conscient que le terrorisme en Syrie signifie le terrorisme au Liban et que le chaos ici signifie le chaos là-bas. Par conséquent, ce type de coopération régionale est très important pour nous tous.

Question 24 : Monsieur le Président, une fois de plus vous êtes accusé d'avoir utilisé des armes chimiques en Syrie. Deux séries de tests effectués pour le *The Times* et un organisme médical de bienfaisance révèlent que vos forces ont usé de chlore et de cyanure. C'est ce que dit le *The Times* et, je crois, Amnesty International. Que répondez-vous à ce sujet ?

Le Président Al-Assad : Depuis le premier jour, nous disons qu'il s'agit d'une propagande contre la Syrie, visant à diaboliser l'État et le Président, dans le but d'amener les cœurs et les esprits du peuple syrien à adhérer à leur agenda. Cela n'a pas fonctionné. Si vous voulez comparer, c'est pratiquement la même propagande que celle qui sévit en Occident à la faveur de la crise ukrainienne : diabolisation de Poutine et fabrication d'un tas de vidéos et de mensonges dans ce seul but. C'est la réalité. Les peuples occidentaux devraient en être conscients. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a ni erreurs, ni méfaits de notre côté, mais plutôt que cette propagande médiatique ne reflète pas la réalité de notre région. Ainsi, concernant les armes chimiques, ils ne disposent toujours pas d'une seule preuve en faveur de leurs accusations et les chiffres publiés par de nombreuses organisations européennes, dans le cadre de cette propagande, varient de 200 à 1400 victimes sans rien qui prouve que ces chiffres correspondent réellement à ceux ayant succombé à cause de ce type d'attaque. Ils ne sont donc ni précis, ni objectifs. La seule preuve dont nous disposons, depuis la visite d'une délégation de l'Organisation des Nations Unies, c'est que du gaz sarin a été utilisé sur le territoire, sans pouvoir dire qui l'a utilisé ni comment. Mais ils ont quand même continué à accuser la Syrie, alors que ce n'est franchement pas réaliste de vouloir utiliser une arme de destruction massive, censée tuer des dizaines de milliers de personnes, pour n'en tuer que quelques centaines et à la limite de votre capitale de surcroît, au risque de toucher tous ses habitants. Un : toutes ces histoires qui circulent sont donc inexactes. Deux : c'est la Syrie qui a demandé aux Nations Unies d'envoyer une délégation pour vérifier cette allégation.

Question 25 : Et c'est ce que vous faites encore ?

Le Président Al-Assad : Nous l'avons fait. La Syrie l'a fait. C'est la Syrie qui a demandé aux Nations Unies de venir vérifier et nul autre pays ; en sachant que même lorsqu'ils avaient eu la preuve que les terroristes avaient déjà utilisé ce type d'arme dans le nord de la Syrie, ils n'avaient même pas essayé de vérifier, ni même voulu le faire savoir. Cela fait donc partie de l'agenda politique contre la Syrie.

Question 26 : Comme vous le savez, des accusations graves concernant des violations des droits humains sont formulées contre votre gouvernement. Que savez-vous des tortures commises dans vos prisons ?

Le Président Al-Assad : Concernant la torture, nous devons faire la différence entre une politique de torture et des cas de tortures commis incidemment par n'importe quel individu. Ce qui s'est passé à Guantanamo en est le meilleur exemple. À Guantanamo, l'Administration américaine a pratiqué une politique de torture approuvée par le Président Bush et par son ministre de la Défense ; ce qui n'a jamais été la politique de la Syrie. S'il y a violation des droits,

torture, vengeance, ou quoi que ce soit de cet ordre, ce seraient des incidents commis par des individus qui doivent en répondre. Cela arrive partout dans le monde, comme n'importe quel autre crime.

Question 27 : Amnesty International ou la Croix-Rouge peuvent visiter vos prisons ?

Le Président Al-Assad : Beaucoup de journalistes et de nombreuses organisations sont venus en Syrie. Mais si vous intéressez à une organisation en particulier, cela dépend de la nature de sa coopération avec notre gouvernement et de sa crédibilité. En principe, nombreuses sont les organisations et les personnes qui peuvent visiter nos prisons.

Question 28 : Monsieur le Président, j'ai couvert la guerre en Syrie durant ces quatre dernières années. J'ai rencontré différents groupes de militants impliqués dans le conflit. J'ai même rencontré des soldats de votre armée. Certains de ces militants ne sont pas des islamistes et disent se battre pour la liberté. Que voudriez-vous leur dire ?

Le Président Al-Assad : Nous n'avons jamais dit que tous les combattants étaient des islamistes. Cela, nous le savons. Mais ceux qui dominent actuellement sont les terroristes de l'EIL et d'Al-Nosra. Quant à la liberté, c'est un besoin naturel et quelque chose de divin qui habite tout être humain depuis notre ancêtre, Adam. Dès lors, nous devons nous poser quelques questions simples. Est-ce que tuer les gens fait partie de cette liberté ? Est-ce que détruire les écoles et interdire aux enfants de s'y rendre fait partie de cette liberté ? Est-ce la liberté que de détruire l'infrastructure, les lignes électriques, les communications, les Services de la santé ? Est-ce la liberté que de décapiter et de démembrer ses victimes ? C'est cela la liberté ? Je pense que les réponses à ces questions sont claires pour tout un chacun, quelle que soit sa culture. Je dis que nous soutenons toute personne qui agit pour plus de liberté, à condition qu'elle travaille dans le cadre des institutions et de la Constitution de la Syrie, non par la violence, le terrorisme et la destruction du pays. Cela n'a rien à voir avec la liberté.

Question 29 : Pourtant, ils accusent l'Armée syrienne de commettre ces mêmes crimes, comme les assassinats et tout le reste.

Le Président Al-Assad : Ils doivent le prouver. Je veux dire que l'Armée se bat depuis quatre ans. Comment aurait-elle pu résister dans une guerre menée par autant de pays si puissants et si riches en tuant son peuple ? Comment se fait-il qu'elle est autant soutenue par ce même peuple ? C'est impossible, irréaliste et même indigeste.

Question 30 : Si vous pouviez remonter le temps au tout début de la crise en 2011 et avec le bénéfice du recul, en quoi auriez-vous agi différemment ?

Le Président Al-Assad : Nous devons commencer par les priorités, c'est-à-dire les deux décisions que nous avons adoptées dès le début : combattre le terrorisme et instaurer le dialogue en même temps. Un dialogue que nous avons démarré dès la première année et dans les premiers mois du conflit. Nous y avons invité toutes les parties et nous avons coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, la Ligue arabe et de nombreux pays. Nous avons pris en considération toutes les initiatives, quel que soit leur degré de crédibilité, pour ne rater aucune chance de réussite et aussi pour ne donner à quiconque l'excuse de prétendre que n'aurions pas fait ceci ou cela. Nous avons tout essayé. Donc, en ce qui concerne ces deux priorités, je pense que personne ne peut dire que nous aurions dû agir autrement. Combattre le terrorisme et promouvoir le dialogue sont les principaux piliers de notre politique depuis le début de la crise. Maintenant, l'exécution et la mise en œuvre de toute politique peut toujours comporter certaines erreurs. C'est dans la nature des choses. Par conséquent, agir différemment pourrait éventuellement porter sur certains détails, mais je ne pense pas que les Syriens vous diraient que nous ne voulons pas du dialogue ou que nous ne voulons pas combattre le terrorisme.

Dr Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

17 avril 2015

Sources : Sana / Expressen

<http://sana.sy/en/?p=36449>

<http://www.expressen.se/nyheter/mote-med-al-assad/en/>

Texte traduit par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

France TV Info:

Après quatre ans d'une guerre meurtrière, le Président syrien Bachar El Assad répond aux questions d'une télévision française sur sa responsabilité, la répression, les bombardements contre les civils, les armes chimiques, les relations avec la France, la lutte contre le groupe État islamique, son avenir à la tête de l'État syrien.

Il revient enfin sur les circonstances de la mort en 2012 à Homs du reporter de France 2 Gilles Jacquier.

Interview exclusive réalisée par David Pujadas à Damas.

Diffusion lundi 20 avril lors du JT de 20 heures sur France 2.

Extrait ci-dessous.

A noter que le 20 heures présenté par Laurent Delahousse a réalisé un très bon score dimanche avec 23,8% de part d'audience et 5,5 millions de téléspectateurs. Il s'agit d'un record en Pda depuis janvier 2015.

leblogtvnews.com



Copyright © 2015 Global Research